

Dangers du déclin démographique et éthique en France



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 21 janvier 2019

Source [Boulevard Voltaire] La « famille », institution désuète et délaissée par les élites progressistes de notre pays, est aujourd'hui au cœur de l'actualité et d'enjeux cruciaux pour notre avenir. Entre le rapport bioéthique, les chiffres de la natalité et ceux de l'avortement, les voyants nous alarment.

Ce n'est plus nouveau, cela fait plusieurs années consécutives que les chiffres des naissances en Europe de l'Ouest sont en chute libre, et 2018 ne déroge pas à la règle. Selon l'INSEE, de 2010 à 2018, la France est passée de 830.000 à 758.000 naissances, réduction record nette de plus de 70.000 naissances en huit ans. Cette baisse est générale, ne se concentre pas sur une classe d'âge ou une catégorie sociale en particulier, quand bien même la baisse de fécondité « *ne concerne pas toutefois les immigrés, dont la fécondité reste stable* », selon Isabelle Robert-Bobée et Sabrina Volant (INSEE). Les vieilles nations européennes sont affaiblies par la propagation d'un fléau individualiste égoïste.

La démographie reste un indicateur très efficace pour déterminer le poids et la puissance future d'une nation. L'avenir appartient au plus grand nombre, n'en déplaise à Yves Cochet, ancien ministre et mû par une écologie doctrinaire, qui a récemment affirmé à *L'Obs* qu'il fallait restreindre le nombre de naissances pour réduire l'empreinte carbone en France. Les écolos de Saint-Germain-des-Prés nous expliquent que nous serions de biens mauvais citoyens si nous osions fonder un foyer et transmettre la vie, pendant qu'eux font le choix exemplaire de se stériliser et d'enterrer l'Européen de souche.

Cela aurait été suffisant dans l'aberration ambiante, mais le nouveau rapport de bioéthique – qui devrait être mis au vote prochainement à l'Assemblée nationale – assène un nouveau coup de massue pour finir de déconstruire ce qui reste du socle unitaire familial. Affligeant, car M. Jean-Louis Touraine, son rapporteur, a clairement décidé d'y inscrire des propositions qui vont bien plus loin que les préconisations du Conseil d'État, et ce, malgré la balance normalement influente de M. Xavier Breton, président de la commission parlementaire chargée de ces questions de bioéthique. L'équilibre espéré ne fut qu'illusion !

Évidemment, le texte fait la part belle à la PMA sans père, mais également – et c'est une surprise – à la PMA post-mortem. L'extension de la recherche sur embryons, la suppression de la filiation, l'ouverture à la multiplicité des « parents » et l'eugénisme : illustrations de lourdes prises de position politiques dans ce rapport.

Complexe paradoxe que la combinaison de ces informations : on se bat pour que des milliers d'enfants naissent sans père pendant qu'on entretient le déclin démographique et que la culpabilisation de l'enfantement est omniprésente. Un paradoxe qui peut être évident si l'on comprend, enfin, que nos élites et bon nombre de nos élus veulent la mort des structures traditionnelles.

Il est pourtant clair, pour avoir moi-même assisté à des auditions, et par le retour de nombre de députés, que les avis à ce sujet révèlent une fracture profonde de notre vision de la société de demain. Le député LR Gilles Lurton nous offre, en ce sens, un magnifique argumentaire, le député LREM Agnès Thill se place en opposition de la pensée dominante de son parti et Agnès Marion, cadre du RN, lutte avec la structure Cercle Fraternité. Autant de personnes à soutenir pour porter le combat conservateur.

Dans un contexte de « grand débat », qu'on nous vend comme objectif et assurément impartial afin de porter la voix du plus grand nombre, les termes de diffusion de ce rapport biaisé prouvent le mépris de la

consultation citoyenne et la preuve que, quoi qu'il en advienne, la Macronie fera ce que bon lui semble...